

# Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 10 au 24 juin 2014 > n° 11 • 1,50 €



## L'industrie joue serré

Affaibli par la crise,  
le secteur entend miser  
sur ses atouts historiques  
pour sauvegarder  
son activité.

# Dernier souffle pour Sacso

*L'arrêt des subventions de l'Agence régionale de santé a été fatale à l'association du NeuhoF.*

Le 22 mai, la liquidation de l'association Sacso (Santé, culture et société), créée en 2006 et spécialisée en prévention santé au NeuhoF, a été prononcée par le tribunal de grande instance. Deux mois avant, l'Agence régionale de santé (ARS) avait rejeté la quatrième et dernière demande de subvention de l'association depuis 2013. Sacso, qui comptait trois salariés et revendiquait 1000 bénéficiaires, avait déjà fait face à une diminution de ses subventions les années précédentes. Celles de l'ARS étaient passées de 28 000 € en 2011 à 8000 en 2012. Cette année, la structure a dû tirer un trait sur les 26 500 € qu'elle en escomptait, mais aussi sur les aides versées par la Ville (12 000 €) et le Conseil général (6000 €) qui se sont alignés sur la décision de l'ARS.

## Une concurrence aux travailleurs sociaux

Le dossier soumis à cette dernière était composé de 18 activités tels que le repérage et l'accompagnement de familles en difficultés ou des ateliers d'activités sportives. L'ARS reproche à l'association de s'occuper d'actions qui relèvent des travailleurs sociaux. « *Nous ne voulions pas concurrencer les services sociaux, mais les compléter*, se défend Thomas Braun, directeur de feu Sacso. *Par exemple, nous recevions les familles autour d'un café ou lors de réunions, pour mieux cerner leurs difficultés et les guider vers les services compétents.* »

Autre critique : la rémunération trop élevée du directeur qui, selon l'ARS, ne participe qu'à la moitié des activités indiquées dans le dossier. « *Mon salaire correspond au temps de participation dans chacune des activités, c'est-à-dire 900 heures, et pas au nombre d'activités* », s'étonne Thomas Braun.

Sacso a commencé l'année 2014 avec un déficit de près de 8700€. Mais c'est dès 2010 que les soucis de l'association ont débuté (-7600 € en fin d'exercice). L'ARS a alors décidé d'arrêter le financement d'une action de prévention du sida, qu'elle jugeait peu efficace. Une période difficile pour l'association, quelques mois après un changement de président, à la suite d'un conflit interne.

Deux ans plus tard, Maité Schmidt, éducatrice santé à la retraite a, à son tour, quitté Sacso. Forte d'une expérience de 30 ans dans le quartier, elle rencontrait entre autres les familles en milieu scolaire, dans les écoles maternelles Ziegelwasser et Canonnières.



© Gabriel Pomet/Cuej

■ **Manifestations devant l'Agence régionale de santé le 7 mai. Une dizaine d'associations du NeuhoF a défendu la cause de Sacso. Sans succès.**

Aujourd'hui, elle ne reconnaît plus l'association, qu'elle juge trop éloignée de la réalité du terrain. « *La prévention en santé consiste en un suivi continu des familles, et ne doit pas se résumer à un simple échange autour d'un café* », résume-t-elle. Thomas Braun assure s'être « *diversifié pour assurer la survie de l'association, mais toujours en rattachant ces activités à la prévention en santé* ». Comme par exemple avec la mise en place en 2012 d'ateliers contre le décrochage scolaire, au collège Solignac. Sacso est soutenue par le Rassemblement des associations du NeuhoF (RAN), qui a organisé une manifestation d'une trentaine de personnes, le 7 mai devant les locaux de l'ARS. Le RAN a interpellé la préfecture, qui a alors rappelé le libre choix des financeurs. Après la liquidation, il a envoyé un courrier à destination de ces derniers pour leur faire part de son mécontentement.

**Julien Pruvost**

## Une main tendue pour

Il est 10 heures ce mardi quand Marko arrive sur le terrain de football situé derrière le parc des sports de HautePierre. C'est la première fois qu'il participe à un entraînement dans le cadre de l'opération Carton rouge contre l'exclusion. Demandeur d'asile arrivé en France il y a quatre mois, le jeune Serbe explique, en anglais, venir « *avant tout s'occuper et rencontrer de nouvelles personnes* ». Il retrouve onze autres sans-logis originaires de France, d'Afrique et d'Europe de l'Est. Nordine Aït Mouloud, l'éducateur de la ligue d'Alsace de football association (Lafa) encadrant la séance, pose une règle fondamentale : parler français. Lancée le 6 mai, l'opération Carton rouge contre l'exclusion a été portée par Samuel Raveau qui effectue son service civique à la Lafa et travaille comme bénévole à l'Armée du salut. Sa

## 26 500 euros

C'était la subvention que Sacso espérait de la part de l'ARS depuis 2013.

# Le patrimoine à la loupe

*L'offre touristique s'est enrichie de tours ludiques ou sportifs. Pour découvrir le centre-ville autrement.*

**A**rmée de sa lampe UV, Aliénor, étudiante en art de 26 ans, examine les parois d'une grotte à la recherche d'un message secret. « *On se croirait dans les Experts !* » La jeune femme participe le samedi 24 mai à une visite de Strasbourg singulière. Avec Matthieu, un étudiant en médecine de 24 ans, elle enquête sur un meurtre commis sous le pont d'Auvergne. « *Le jeu de piste permet d'aborder différemment le patrimoine, sous l'angle de la fiction et du polar* », explique Adrien Rabat, l'un des associés de Qui veut pister. Cette entreprise a ouvert en mars dernier une antenne à Strasbourg, après Paris et quatre autres villes de province. « *Il y a une demande croissante pour les expériences ludiques de tourisme urbain, surtout de la part d'un public jeune, entre 20 et 30 ans.* » Un créneau sur lequel d'autres se sont déjà positionnés. Strasbourg Insolite propose des jeux de piste depuis 2011 et Il était une fois la ville depuis 18 ans, pour les groupes uniquement.

## Free Tour, le tourisme de la gratuité

Autre manière de visiter la ville, suivre Gabriel Wetzer dans un tour à prix libre. Posté tous les jours sur le parvis de la cathédrale avec sa pancarte free tour, l'auto-entrepreneur strasbourgeois a créé en novembre Happy Strasbourg. Payé au pourboire, Gabriel Wetzer multiplie les anecdotes sur l'histoire de la ville, apprises « *par lui-même* » en consultant les archives, les livres d'histoire et le web. Gabrielle, Jeanne et Marie-Laurence, trois touristes de Montréal, apprennent, étonnées, que les maisons qui bordent la place du marché Gayot, rue du Chapon, avaient été construites pour des nains. Des maisons biscornues aux portes basses et aux petites fenêtres qui abritaient les bouffons de la cour épiscopale à partir de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. « *Je propose de passer un moment*

*sympa. J'aime l'idée que mes tours sont accessibles* », raconte-t-il. Accessibles mais pas forcément rémunérateurs. L'entrepreneur se donne jusqu'à la fin de l'année pour faire le bilan de son activité.

Ces initiatives, encore isolées, ne sont pas vécues comme une menace pour l'office de tourisme et les guides conférenciers. « *On ne s'adresse pas au même public* », affirme Valérie Ebener, présidente de l'association des guides conférenciers de la région Alsace. Une différence toutefois : seuls les guides détenteurs de la carte professionnelle sont autorisés à pénétrer à l'intérieur des monuments.

**Cécile Pollart**

■ *A l'image des 120 curieux qui tentent l'aventure chaque mois avec l'association Qui veut pister, Aliénor et Matthieu ont visité Strasbourg en jouant les détectives.*



© Cécile Pollart/Cuej

## quitter le banc de touche

double casquette lui a donné l'idée de ce projet dont « *le but est de redynamiser, redonner confiance et changer les idées de personnes en situation difficile* ». Ce rendez-vous régulier permet aussi de suivre l'état de santé d'hommes vivant dans la rue. Lors de la première séance, l'ancien médecin du Racing Club de Strasbourg Daniel Eberhardt, qui participe au projet en tant que bénévole, avait ainsi relevé une tension anormalement élevée chez un homme d'une trentaine d'années.

Les initiatives de réinsertion par le sport ne manquent pas. Le centre d'accueil et d'hébergement municipal (CAHM) propose depuis un an et demi des entraînements de boxe aux sans-abri avec un nombre constant de participants. Un succès que connaît également Abdellah Moustaid, un éducateur sportif travaillant pour le centre socio-culturel

de HautePierre. Actif depuis 24 ans dans le quartier, il va à la rencontre de populations en difficulté pour leur proposer de se retrouver autour d'activités sportives. L'année dernière, il a lancé « *une équipe féminine de basket-ball pour redonner confiance à des jeunes filles parfois pas très à l'aise avec leur corps* ». Dans la même optique, il entraîne une équipe de futsal de pères de famille souvent au chômage. Leur redonner goût à la compétition est, pour lui, primordial.

Conscient de l'importance de cet état d'esprit, Nordine Ait Mouloud et Samuel Raveau, les encadrants de l'opération Carton rouge contre l'exclusion, ont lancé un défi à leurs joueurs : participer à la Coupe du monde des sans-abri qui aura lieu en août 2015 à Amsterdam.

**Pierre Lemerle**

## 2015

Année de la Coupe du monde des sans-abri à Amsterdam.

# Bus et vélos arrivent au port

Deux ans de travaux sont prévus sur les axes du Port autonome pour les rendre plus accessibles aux modes de transport doux.

**E**ncourager l'utilisation du vélo. Favoriser le covoiturage. Développer la desserte des bus. Pendant deux ans, jusqu'en 2016, le secteur sud du Port autonome de Strasbourg (PAS) va subir de nombreux aménagements pour améliorer son accessibilité. Ce plan de déplacement des entreprises du Port de Strasbourg (Peps) doit inciter les quelque 10 000 salariés des 320 entreprises à emprunter des modes de transports moins polluants. Le montant des investissements s'élève à 2,3 millions d'euros, cofinancés par le PAS et la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS).

Actuellement, les trois quarts des salariés viennent travailler en voiture, souvent par contrainte. Les arrêts de bus sont difficilement accessibles à pied. Il faut marcher sur les accotements en herbe, le long de la rue de La Rochelle, à côté de véhicules circulant à 70 km/h pour les rejoindre. Seules les lignes de bus 14 et 27, en provenance du Neuhof, desservent ce secteur du port. « Certains de nos 170 élèves viennent en transport en commun et se plaignent de la fréquence trop faible des bus », remarque Christian Schmitt, responsable de l'école de conduite ECF Llerena. Il y a seulement trois bus par heure sur la ligne 27, qui dessert l'ensemble du secteur sud. « Ma fille vient travailler dans mon entreprise en août. En bus, elle mettra 1h30 pour venir de Plobsheim, alors que moi, en voiture, je ne mets que 15 minutes », s'étonne une salariée de la société d'instruments de mesure électrique lmesys.

## Désenclaver le secteur

Dès le mois de septembre, l'offre de bus va être modifiée pour encourager l'utilisation des transports en commun. La desserte du cœur du secteur sud du PAS va être renforcée avec le prolongement de la ligne 14 qui fera son terminus à l'arrêt La Rochelle, au lieu de Neuhof Lorient. La ligne 27,



■ D'ici 2016, la rue de La Rochelle bénéficiera de pistes cyclables sécurisées et à l'écart de la route.

**75%** des salariés du port vont au travail en voiture.

**6 km** de nouvelles pistes cyclables d'ici 2016.

**2,3 millions** d'euros d'investissements cofinancés par le PAS et la CUS.

elle, fera désormais un détour par la rue de Rochefort pour desservir deux nouveaux arrêts : Eurofret et Bastia. 2500 salariés sont concernés par cette nouvelle desserte.

L'accès au port pour les cyclistes est également très difficile en raison du manque d'aménagements. « Dès que je le peux, je viens au travail à vélo car j'habite à quelques kilomètres de l'entreprise. Mais la route, depuis le Neuhof et dans toute la zone portuaire, est très dangereuse et n'est pas du tout sécurisée », souligne Saïd Taik, responsable qualité et sécurité de la société d'équipements de manutention Skako

leur circulation. « Six kilomètres de pistes cyclables et des cheminements piétons vont être aménagés sur les principaux axes routiers du secteur sud », détaille Aurore Mourette, chef de développement durable au PAS.

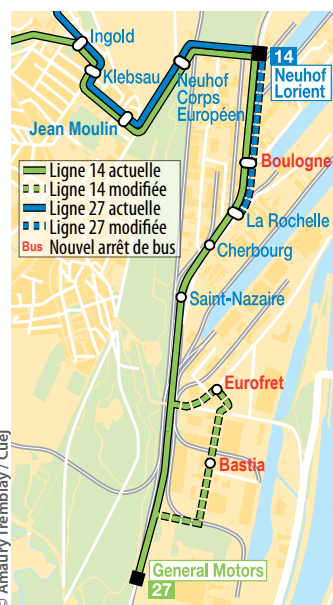
## Le covoiturage déjà promu

Afin de réduire la circulation automobile, le Port autonome a lancé le 19 mai une opération de communication pour développer le covoiturage inter-entreprises sur les trajets domicile-travail. D'ici le mois de septembre, les salariés du port sont invités à remplir un bulletin d'inscription disponible dans leur société. « Nous créons ensuite des équipages virtuels qui auront des horaires concordants pour covoiturer régulièrement », précise Aurore Mourette.

Soprema, spécialisée dans l'étanchéité, et la société industrielle de levure Fala, distantes de seulement 400 mètres, avaient déjà spontanément essayé de mettre en place des trajets en covoiturage en 2012. Mais les salariés des deux sociétés n'ont pas pu trouver d'horaires concordants.

« S'il le faut, je pourrais permettre aux salariés qui veulent covoiturer de commencer 30 minutes plus tôt ou plus tard », affirme Christian Schmitt. Préserver l'environnement, un objectif qui rapproche les chefs d'entreprise du port et leurs salariés.

**Amaury Tremblay**



# La communauté turque divisée pour sa première présidentielle

75 000 habitants du grand Est voteront à Strasbourg en août pour choisir le nouveau président turc. Ici comme là-bas, pro et anti-Erdogan s'opposent.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan tiendra-t-il un meeting politique cet été à Strasbourg ? C'est, localement, l'une des grandes questions de l'élection présidentielle turque des 10 et 24 août prochains. À Cologne, le 24 mai, 15 000 supporters du Parti de la justice et du développement au pouvoir (AKP, islamiste modéré) sont venus écouter leur favori. Preuve que l'homme fort de la Turquie, qui n'est pas encore officiellement candidat, soigne son électorat émigré. Deux nouveautés pour ce scrutin : le président sera élu au suffrage universel et les Turcs expatriés pourront participer, depuis l'étranger, à l'élection. Les électeurs des dix départements de l'Est, potentiellement 75 000 personnes selon le consulat, sont appelés à voter au palais des Congrès de Strasbourg, du 31 juillet au 3 août pour le premier tour, puis du 17 au 20 août pour le second.

## Affrontements autour d'Erdogan

Ici comme en Turquie, les tensions politiques se cristallisent autour du Premier ministre Erdogan. Elles se sont exprimées à Strasbourg à l'occasion de l'accident qui a coûté la vie à 301 mineurs le 13 mai à Soma, dans la province de Manisa. Des organisations de gauche se sont réunies pour demander la démission du gouvernement turc, qu'elles jugent responsable du drame. Saban Kiper, ancien membre socialiste du conseil municipal de Strasbourg, est



© Julien Pruvost/CUEJ

furieux de cette réaction : « C'est faire de la surenchère sur des morts. Ceux qui font ça sont des imbéciles. »

Le Franco-Turc s'était opposé, en juin 2013, à sa collègue Mine Günbay, également d'origine turque, qui soutenait le mouvement de protestation parti de la place Taksim à Istanbul. L'opposition entre les deux conseillers municipaux avait conduit Roland Ries à trancher en faveur de Mine Günbay.

## Une communauté loin d'être unie

Cet épisode illustre la diversité des tendances politiques au sein de la communauté. Pour Stéphane de Tapia, enseignant-chercheur au département d'études turques à l'Université de Strasbourg, l'élection présidentielle ne va pas exacerber les tensions : « Il y a souvent des réunions avec des personnalités politiques turques à Strasbourg, présentes notamment en raison du Conseil de l'Europe. »

L'Union des démocrates turcs européens de Strasbourg, proche de l'AKP, n'est pas très loquace lorsqu'il s'agit d'aborder l'organisation de meetings. « Recep Tayyip Erdogan viendra à Paris, Lyon, Strasbourg ou Metz mais ce sera probablement après les élections. Est-ce que ça peut être avant ? Je ne sais pas »,

■ Le 15 mai, les anti-Erdogan ont manifesté en hommage aux 300 mineurs morts dans les mines de Soma, situées dans la province de Manisa en Turquie, et contre la politique menée par le gouvernement.

hésite Murat Yozgat, vice-président de l'association à Strasbourg. « On discutera politique, notamment à l'occasion du ramadan (ndlr : du 28 juin au 27 juillet) », indique de son côté Selebi Kocak, président de l'Association des familles turques unies de Strasbourg, proche du Parti d'action nationaliste (MHP), d'extrême-droite.

## Un nouveau parti à gauche

De l'autre côté de l'échiquier politique, la Fédération des associations de travailleurs et des jeunes appellera à voter pour le candidat du Parti démocratique des peuples (HDP), nouveau parti de gauche pro-kurde. « On organise des campagnes de financement », indique Ceren Yildirim, militante de ce groupe. Le HDP a aussi les faveurs de Kurdes proches du Parti des travailleurs kurdes (PKK), regroupés, en partie, au sein de l'Association culturelle de Mésopotamie.

Malgré leurs profonds désaccords, quasiment tous les acteurs et observateurs de la vie politique franco-turque à Strasbourg s'accordent sur un pronostic : le candidat conservateur de l'AKP obtiendra la majorité des voix.

**Jonathan Klur  
Pierre Lemerle**

4 mensuels turco-phones distribués gratuitement dans des restaurants et commerces. *Post Gazetesi*, *Avantaj Post*, *Objektif* et *Alternatif* couvriront les élections présidentielles.

# L'apprentissage peine à traverser

Depuis 2011, les apprentis allemands et français peuvent franchir le Rhin pour suivre leur formation en alternance. Malgré les moyens mis en place, le programme a du mal à recruter.



© Sophie Guignon/Cuej

Le 14 mai, « l'apprentissage tour » organisé par la région Alsace et ses partenaires a fait étape à Strasbourg, à l'occasion d'une journée « réussie sans frontières ». En janvier, les chambres de commerce et d'industrie du Rhin supérieur ont lancé un portail internet dédié à la recherche d'un futur employeur de part et d'autre de la frontière. Autant d'actions qui témoignent des efforts de promotion de l'apprentissage transfrontalier, à l'heure où le dispositif a du mal à faire ses preuves. Depuis 2011, année officielle du lancement d'un cursus d'apprentissage franco-allemand, seuls 70 Français ont opté pour ce mode de formation. Une goutte d'eau au regard des quelque 15 000 apprentis d'Alsace. De l'autre côté du Rhin, seulement six Allemands ont franchi la frontière pour réaliser leur formation en alternance.

## Des collectivités engagées

Les efforts institutionnels pour développer l'apprentissage transfrontalier ont commencé dans le cadre de l'Eurodistrict, par un travail sur les principaux obstacles juridiques et administratifs : la question du statut de l'apprenti ou encore celle de l'affiliation à la sécurité sociale ont ainsi fait l'objet d'une harmonisation. Initialement cantonné à la zone Strasbourg-Ortenau, le dispositif s'est développé progressivement jusqu'à la conclusion, en septembre 2013, d'un accord cadre élargissant son territoire au Rhin supérieur. Signé par 28 partenaires, dont la région Alsace, les Länder de Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat ainsi que les chambres de commerce et d'industrie (CCI) de Strasbourg et Fribourg-en-Brigau, il réaffirme le périmètre et les conditions de l'apprentissage transfrontalier.

Un engagement institutionnel pas toujours efficace. Sur la toile, les organismes agissent en ordre dispersé : « Quand j'ai regardé sur internet, il y avait beaucoup de sites différents,

■ **Tiffany Fouya, étudiante française en hôtellerie-restauration, suit des cours à Strasbourg et travaille à Offenbourg.**

et ce n'était pas centralisé », déplore Anna-Luisa Kaminski, apprentie allemande à la CCI de Strasbourg, en formation de management international à Bâle et à Fribourg-en-Brigau. Et pour cause : il existe trois portails dédiés à la recherche d'un contrat d'apprentissage transfrontalier : ceux de la région Alsace, de l'Arbeitsagentur (l'agence pour l'emploi allemande) et des chambres de commerce du Rhin supérieur. « Chaque institution veut apporter sa pierre à l'édifice dans ce domaine », explique Lauréline Flaux, chargée de la mission apprentissage transfrontalier à l'Arbeitsagentur. « Nous communiquons presque exclusivement du côté français. C'est pour cela qu'il y a très peu d'Allemands dans le dispositif », constate-t-elle. Cela s'observe dans les candidatures : 70 Français cherchent actuellement un employeur en Allemagne tandis qu'aucune demande n'a été déposée côté allemand.

La communication à sens unique n'explique pas tout. La situation des marchés de l'emploi des deux régions contribue aussi à ce déséquilibre. « Le Land du Bade-Wurtemberg a un taux de chômage très faible, de l'ordre de 4%, contrairement à l'Alsace – 9% au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 selon l'Insee, ndlr », relève Enrico Prinz, responsable du master management transfrontalier franco-allemand de l'EM Strasbourg. Cette conjoncture motive « la volonté politique de placer des Français outre-Rhin, ce qui répond aux besoins des entreprises allemandes », développe Lauréline Flaux.

## Deux systèmes différents

Trouver une entreprise n'est pas le seul écueil des futurs apprentis. En dépit de la levée des obstacles juridiques et administratifs, certaines difficultés persistent. Ainsi, des deux côtés de la frontière, le recrutement ne s'effectue pas au même moment. « Les employeurs allemands embauchent un an avant le début de la formation,

### 9%

C'est le taux de chômage alsacien au quatrième trimestre 2013, selon l'Insee, contre

### 4%

pour le Land du Bade-Wurtemberg.

# la frontière

explique Anne Steydli, chargée de mission apprentissage à l'université de Strasbourg. *Contrairement aux entreprises françaises qui choisissent leurs apprentis dans les six mois qui précèdent la rentrée, leurs homologues d'outre-Rhin ont une meilleure visibilité sur leur carnet de commande pour recruter des apprentis.* » En charge de l'apprentissage transfrontalier à la région Alsace, Valérie Kapps-Malingre confirme : *« Pour la rentrée prochaine, 80% des places disponibles sont déjà pourvues en Allemagne, le recrutement ayant commencé en septembre 2013. »*

De plus, les deux systèmes éducatifs sont différents. *« Les formations ne correspondent parfois pas au marché du travail allemand, souligne Lauréline Flaux. Les Allemands sont sur une logique de métier, alors que les Français sont sur une logique de diplôme. »* En Allemagne, l'apprentissage se fait souvent sur des rythmes longs, un mois en formation puis un mois dans l'entreprise, voire sur des cycles de trois mois. *« Mon alternance se fait sur une semaine. Cela a beaucoup surpris quand j'ai candidaté en Allemagne »,* se souvient Tiffany Fouya, apprentie à l'hôtel Mercure d'Offenbourg dans le cadre de son bachelor de responsable en hôtellerie-restauration. Toutefois, c'est aux employeurs allemands qui accueillent des apprentis d'agir en conséquence. *« Ils doivent adapter leur contenu pratique aux critères de scolarité français »,* explique Valérie Kapps-Malingre.

## Des contraintes subsistent

Si l'apprentissage s'adresse en théorie à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans, dans le domaine transfrontalier, il faut remplir certaines conditions. Le premier obstacle majeur est la barrière de la langue. Écrire une lettre de motivation ou réaliser un entretien en allemand n'est pas chose facile, même si les candidats sont aidés dans leurs démarches par les conseillers en apprentissage transfrontalier. Selon Lauréline Flaux, *« le niveau d'allemand requis est basique, mais cela dépend également de la formation. Pour le commerce, le contact avec le client impose un niveau plus élevé ».* Dans d'autres secteurs, *« le vocabulaire technique s'apprend très vite en entreprise et on progresse bien »,* estime Paul Sieffert, étudiant en DUT mesures physiques à l'IUT Pasteur de Schiltigheim, qui effectue son apprentissage à Kehl.

L'âge de l'apprenti est également déterminant. Avant 18 ans, l'absence de permis de conduire peut représenter un frein à la mobilité. Un facteur qui explique notamment la répartition des diplômés concernés par l'apprentissage transfrontalier. *« Sur les 76 contrats actuels dans la région, 57 concernent des diplômés d'études supérieures, le reste des diplômés infra-bac »,* détaille Valérie Kapps-Malingre.

Tous ces obstacles ne sont pas insurmontables pour autant. *« C'est un défi, il faut être motivé, mais c'est aussi une super opportunité, qui offre beaucoup de possibilités par la suite »,* se réjouit Anna-Luisa Kaminski.

Sébastien Duhamel  
Sophie Guignon

## 15 000

étudiants alsaciens suivent une formation en alternance dont

## 70

en Allemagne



■ L'espace transfrontalier du Rhin supérieur englobe les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, les Länder du Bade-Wurtemberg, de Rhénanie-Palatinat, ainsi que le canton de Bâle.

## « Ça n'était que la deuxième fois qu'il me frappait »

**Le 19 mai, le tribunal correctionnel jugeait plusieurs affaires liées à des violences familiales. Certaines victimes s'étaient déplacées pour soutenir le prévenu à l'origine des violences.**

*« Je vais te tuer, sale pute ! »* C'est en ces mots qu'Esteban R. avait menacé sa mère après une dispute, un couteau de cuisine à la main. Le jeune homme de 18 ans l'avait ensuite frappée à coups de poing. Par crainte qu'il ne recommence, la mère d'Esteban R. part déposer une main courante à la police. Mais il a déjà été condamné plusieurs fois pour violence, y compris à trois mois de prison ferme. La machine judiciaire s'emballa, et une plainte est finalement déposée à la place d'une main courante. Ce 19 mai, la mère de famille assiste à l'audience en pleurs. A la lecture des anciennes condamnations dont son fils a écopé pour des actes similaires, l'avocat intervient : *« Esteban n'est pas condamné à être violent toute sa vie ! »* Et ce dernier de rappeler au président que malgré le *« climat de peur »* qui règne au domicile familial, la mère a souhaité se rétracter pour que son fils ne reparte pas en prison.

La procureure et les trois juges ne sont pas de cet avis. Selon le constat des éducateurs, Esteban R. a une *« attirance pour l'argent facile et la violence »*, et est *« une personne dénuée de morale »*. Le prévenu ne tente pas de se justifier : *« Je n'ai pas d'explication pour mes actes, et je n'ai aucune excuse. »* En réponse au juge, il déclare vouloir intégrer l'armée s'il n'est pas condamné. *« Vous pensez pouvoir y entrer avec un tel casier ? A la légion étrangère peut-être... »*, lui répond le président. Ce projet devra attendre : tout juste sorti de prison en mars dernier, Esteban R. est condamné à un an d'emprisonnement ferme.

Le même jour, la femme de Jean-Claude W., prévenu de 65 ans, s'est déplacée pour soutenir son mari. Ce dernier est pourtant jugé pour violence aggravée à son encounter, après une dispute au sujet de la préparation de la soupe goulash. *« Je ne supporte plus qu'elle me mente, le vin n'avait pas bouilli ! »,* s'exclame-t-il avec un fort accent alsacien. Excédé par les *« mensonges »* de son épouse, Jean-Claude W. lui avait déchiré le tee-shirt, frappé la tête avec une bouteille et arraché des cheveux. Une violence que le prévenu ne semble pas regretter : *« Quand une cocotte minute chauffe trop, dit-il à la présidente, elle finit par exploser. »* Les circonstances de la dispute étant atypiques, le public rit, la femme de Jean-Claude W. aussi. Aux côtés de son mari lorsqu'il s'adresse au tribunal, elle lui souffle les réponses et excuse son comportement. *« Ça n'était que la deuxième fois qu'il me frappait, annonce-t-elle au président en souriant. Maintenant ça va »,* ajoute-t-elle. Jean-Claude W. est condamné à six mois de prison avec sursis.

Alix Van Pée

## Une journée avec les joueuses

Les Internationaux de tennis féminin de Strasbourg connaissent un succès croissant : 20 000 personnes se sont pressées dans les allées du 17 au 24 mai, elles n'étaient que 10 000 en 2009. Une affluence surtout perceptible à partir du lundi, jour de premier tour du tableau final qui réunit 32 joueuses. Clairsemés pendant la semaine de compétition, les premiers rangs des gradins du court central se sont garnis pour la finale. En ce dernier samedi ensoleillé du tournoi sur terre battue, les spectateurs ont arboré panamas et chapeaux en tous genres.

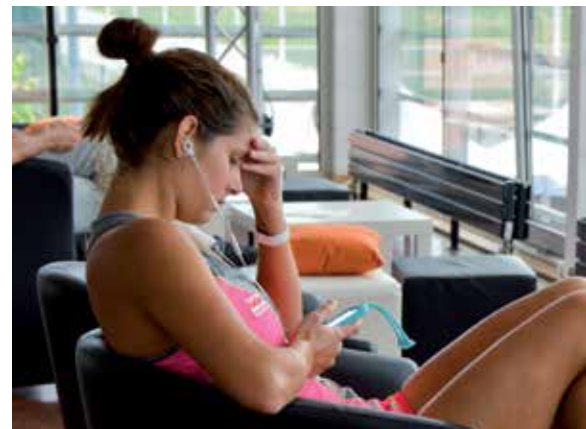
Les joueuses, elles, préfèrent les casquettes. À leur arrivée le matin sur le site du Wacken, elles disposent d'une petite salle de fitness où elles peuvent s'échauffer, avant de se rendre sur des courts d'entraînement régulièrement arrosés et aplanis. Des séances intensives pendant lesquelles elles frappent la balle une heure en moyenne et auxquelles peut assister le public. Elles retrouvent ensuite la salle des joueuses, espace réservé où elles patientent avant la compétition. Entre deux parties, les sportives se prêtent volontiers à des séances de dédicaces. Après le match, c'est le retour aux vestiaires. Puis le passage obligé devant la presse.

Cette année, c'est Monica Puig qui a remporté les Internationaux de Strasbourg. Classée dans les 60 premières mondiales, la jeune Portoricaine de 20 ans a créé la surprise.

**Texte et photos : Maxime Battistella**



Le 24 mai, Monica Puig s'effondre après sa victoire.







# L'industrie touchée, mais pas coulée

*Strasbourg compte deux fois moins d'emplois industriels qu'il y a 20 ans. Dynamisme du Port autonome, volonté politique, investissements étrangers et arrimage à l'Allemagne pourraient amortir la chute.*



© Luana Sarmini-Buonaccorsi/Cuej

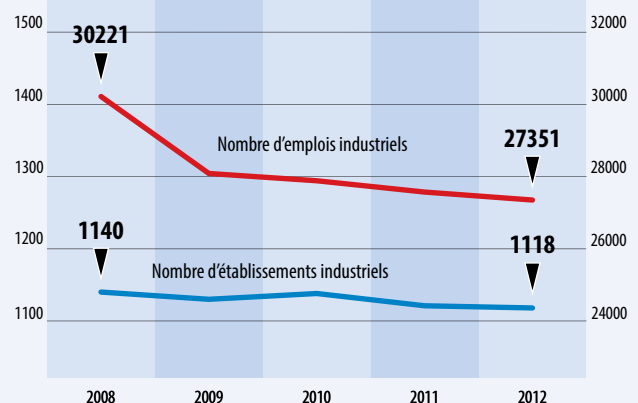
**J**eudi 3 avril, le comité d'entreprise de NLMK, aciériste russe dont l'usine est située au Port du Rhin, a validé un plan de sauvegarde de l'emploi. Une quarantaine de postes sont menacés sur les 167 que compte le site, spécialisé dans la production de bobines d'acier galvanisé pour l'automobile et la construction.

La direction du groupe, qui déclare faire face à une baisse de la consommation d'acier en Europe, annonce des pertes de 10 millions d'euros pour l'année 2013 à l'usine strasbourgeoise. A l'image de NLMK, le tissu industriel de la zone d'emploi de Strasbourg, qui

■ *Soprema, Punch Powerglide, Arcelor, NLMK et les Grands Moulins de Strasbourg font partie des entreprises installées sur le Port autonome.*

■ *Evolution de l'industrie dans la zone d'emploi de Strasbourg.*

## Après la crise, la baisse continue



© Cuej Infographies / Sources : URSSAF 2013

Source : Urssaf 2013

comprend 103 communes, s'est fortement dégradé avec la crise.

En 2007, 34 000 personnes travaillaient dans l'industrie. En 2011, c'était 5000 personnes de moins, et aujourd'hui l'industrie ne pèse plus que 10% de l'emploi salarié.

### Un atout : le tertiaire productif

Mais la crise n'est pas le seul facteur explicatif. La baisse trouve aussi, partiellement, son origine dans l'externalisation de l'emploi. « Les entreprises se recentrent sur leur cœur de métier, la production, et mutualisent les activités moins stratégiques », explique Pascal Gaden, conseiller aux mutations économiques à l'Agence de développement économique du Bas-Rhin (Adira). Autrement dit, pour rationaliser leurs coûts, mais aussi leurs activités salariées, les industries font de plus en plus appel à des prestataires de services, comme les sociétés d'entretien ou d'informatique.

Cette « porosité entre l'industrie et le tertiaire », selon Jean-Alain Héraud, chercheur au Bureau d'économie théorique et appliquée (Beta) à l'Université de Strasbourg, contribue donc en partie à la diminution du secteur industriel. Ainsi, « à un emploi industriel correspondent trois emplois indirects, autrefois comptabilisés dans l'industrie », calcule Pascal Gaden.

Cette tertiarisation de l'emploi industriel peut également devenir un atout. « La zone d'emploi de Strasbourg, sur le plan de son appareil industriel, est bien positionnée sur le tertiaire productif », considère Joël Creusat, directeur de l'Insee Alsace.

Indicateur de la santé de l'industrie, l'emploi par intérim a diminué depuis une quinzaine d'années. 6500 intérimaires travaillaient dans l'industrie au début des années 2000 dans le Bas-Rhin. Aujourd'hui ce nombre est passé à 5500. « C'est la première variable d'ajustement en cas de difficultés, comme en cas de reprise », constate Pascal Gaden. Les entreprises embauchent donc plus d'intérimaires à l'approche d'une reprise de l'activité, de la même manière que ce sont les premiers touchés en cas de crise. Un phénomène amplifié en Alsace, puisque 55 % des intérimaires travaillent dans l'industrie contre 44% au plan

national, selon la Direction régionale du travail et de l'emploi (Direccte). L'industrie strasbourgeoise joue actuellement son avenir. « Le marché reste tendu, observe Pascal Gaden, l'activité est à peine revenue à son niveau d'avant la crise. La croissance repose désormais essentiellement sur le secteur du numérique, des biotechnologies et de la pharmacie. » Une analyse avec laquelle s'accorde Jean-Alain Héraud : « En 2000, l'Alsace était une région très attractive, des entreprises venaient du monde entier pour s'y implanter. Aujourd'hui, c'est moins le cas, les secteurs traditionnels, comme la mécanique, la métallurgie, l'automobile, sont en difficulté, par manque d'innovation et de dynamisme à l'export. »

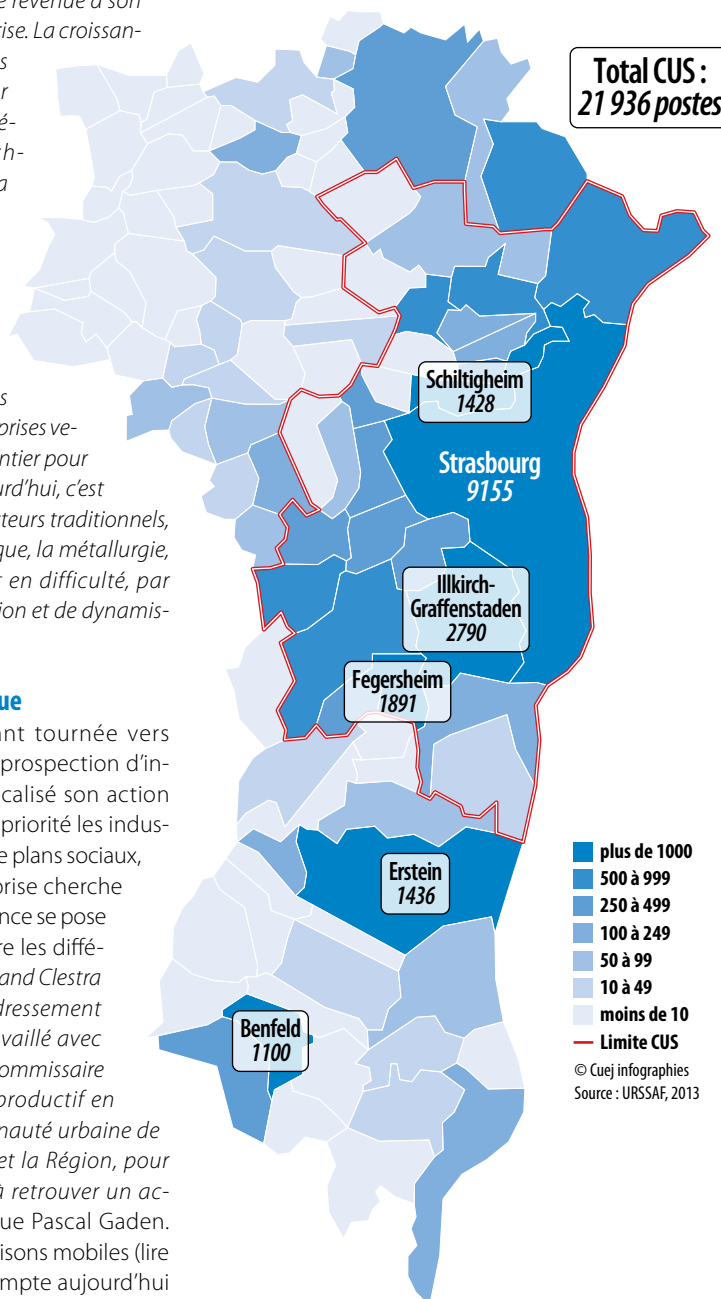
### Médiation politique

L'Adira, auparavant tournée vers l'étranger pour la prospection d'investisseurs, a relocalisé son action pour défendre en priorité les industries locales. Lors de plans sociaux, quand une entreprise cherche un repreneur, l'agence se pose en médiateur entre les différents acteurs. « Quand Clestra a été placée en redressement judiciaire, on a travaillé avec Jacques Muller, le commissaire au redressement productif en Alsace, la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) et la Région, pour aider l'entreprise à retrouver un actionnaire », explique Pascal Gaden. Le fabricant de cloisons mobiles (lire page suivante) compte aujourd'hui 300 salariés dans son usine d'Illkirch, contre 370 avant la reprise. « Parfois, il vaut mieux perdre des emplois que fermer l'entreprise », résume, pragmatique, le conseiller.

Sur les derniers dossiers délicats tels que Clestra, les papeteries Lana et Blue Paper, ainsi que Punch Powerglide (ex-General Motors), « un dialogue avec les chefs d'entreprises et les syndicats a permis d'éviter la perte

## Les emplois industriels concentrés autour de Strasbourg

Nombre d'emplois industriels dans la zone d'emploi de Strasbourg (103 communes)



de 1709 emplois », compte Thierry Schultz, chargé du développement de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et la promotion des zones d'activités à la CUS, qui apporte parfois des aides financières. « Lors de la reprise de l'activité, certains établissements bénéficient d'une exonération fiscale », précise-t-il. Un dispositif

qui ne convainc pas Marcel Wolff, délégué CGT chez NLMK : « *Le plan social que connaît notre usine n'intéresse pas les politiques. Et je crains que sans cette volonté politique, l'Adira n'ait aucun rôle* ».

100 millions d'euros d'investissement chez Blue Paper (ex UPM-Stracel), 155 millions à l'usine de Punch Powerglide : ces exemples de reprises incitent à l'optimisme, mais de nombreux groupes réduisent encore leurs effectifs.

En janvier, le brasseur Heineken a supprimé 27 postes sur son site de Schiltigheim après avoir transféré une partie de sa production dans deux autres brasseries françaises du groupe. Autre exemple, une quarantaine de postes sont menacés chez Knorr, qui va réduire l'activité de son usine de soupes à Duppigheim.

### Economie circulaire

Si certains secteurs de l'industrie se délitent, des entreprises voient encore l'intérêt de conserver leurs établissements autour de la capitale alsacienne qui bénéficie d'un axe de communication majeur, le Rhin. Le Port autonome de Strasbourg, qui compte environ 320 entreprises et totalise quelque 10 000 emplois, s'efforce de valoriser cet emplacement stratégique.

« *Les industries viennent s'installer au Port autonome, car il est bien équipé en infrastructures, mais aussi en raison de la multimodalité entre le fluvial, le ferroviaire et la route* », analyse Nicolas Teinturier, directeur de la valorisation de l'établissement public. Pour lui, il est primordial de préserver un environnement d'affaires : « *Nous mettons en place une économie circulaire. Les déchets produits par certaines industries alimentent l'usine d'incinération qui permet de chauffer les bureaux d'autres entreprises.* »

En juin 2013, le Port a contribué à la construction d'un portique de déchargement sur le Rhin pour Soprema, qui élabore des revêtements étanches à partir de bitume. Cet aménagement permet une livraison par barge fluvial plutôt que par la route. Cela fait suite à la fermeture de la raffinerie Petroplus, à Reichstett en 2011, qui fournissait

Soprema en bitume par la route. Aujourd'hui, la livraison s'effectue depuis une raffinerie de Cologne, en Allemagne.

Le Port, propriétaire des terrains, garde un contrôle sur les emprises foncières et cherche à éviter la formation de friches industrielles. C'est ce qui a permis au torrificateur alsacien Cafés Reck de s'implanter au port du Rhin en septembre 2013 sur l'ancien site du plasturgiste Saplast.

### Le défi du bilinguisme

Autre axe stratégique : le bilinguisme. Longtemps, la maîtrise de l'allemand avait conféré un véritable atout aux travailleurs alsaciens, leur permettant notamment d'être embauchés chez le voisin. Or, elle est aujourd'hui en recul. « *Les chefs d'entreprises allemands me le disent, ils ne viennent plus s'implanter en Alsace car les ouvriers ne comprennent plus la moindre instruction hiérarchique* », affirme Thierry Schultz, de la CUS. Selon lui, le Bade-Wurtemberg représente pourtant un gisement d'emplois et manque de compétences techniques.

« *En Allemagne, il est difficile de trouver un chaudronnier ou un soudeur sur aluminium. Les entreprises classiques ont délocalisé, et les productions plus spécifiques manquent de travailleurs qualifiés* », résume Thierry Schultz. Patrick Schalck, directeur de la coopération transfrontalière et des affaires européennes à la Chambre de commerce et d'industrie d'Alsace, est du même avis : « *Les industries alsaciennes doivent accélérer la coopération transfrontalière. Il faut s'ancre au Bade-Wurtemberg et au canton de Bâle.* »

Un défi de taille car il faut désormais inverser la tendance : l'Allemagne, historiquement implantée en Alsace pour les compétences de sa main d'œuvre s'est tournée vers les pays de l'Est il y a une vingtaine d'années.

**Dossier réalisé par**  
**Antoine Laroche**  
**Milena Peillon**  
**Arnaud Salvat**  
**Luana Sarmini-**  
**Buonaccorsi**

## La majorité des entreprises de la CUS appartient au secteur des services

■ Répartition sectorielle des entreprises de la CUS en 2013.

Strasbourg compte

**11%** d'emplois industriels. Tandis qu'à Mulhouse, cette proportion s'élève à

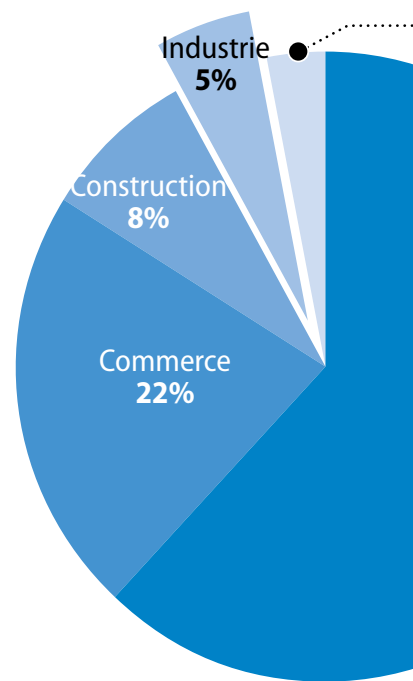
**21%**

**10%** des investissements étrangers en France se font en Alsace. Pourtant, la région ne contribue qu'à

**2,7%** du PIB national.

**47%** de l'emploi industriel en Alsace relève d'actionnaires et de centres de décision étrangers.

**19%** du PIB de l'Alsace provient de l'industrie. Au niveau national, ce chiffre est de 13%.



## A Clestra, r

« *Il ne faut pas se mentir, l'entreprise reste fragile.* » José Rosa, délégué CGT chez Clestra, reste prudent

quant à l'avenir du site. L'entreprise, basée à Illkirch-Graffenstaden, conçoit et fabrique des cloisons amovibles.

Alors leader du secteur, Clestra est rachetée en 2008 par la holding alsacienne Windhurst. Le groupe a fait face à des problèmes de trésorerie depuis, et souffre de l'essor de l'*open space*. L'usine subit un redressement judiciaire en novembre 2012, alors que 460 personnes travaillaient sur le site. Sauvé *in extremis* de la liquidation, Clestra a été reprise en octobre par deux anciens dirigeants ainsi que le groupe français Impala, spécialisé dans l'énergie et l'industrie.

Le site compte aujourd'hui 300 salariés. Aucun intérimaire n'était présent en mai, où l'activité a été réduite. Mais « *en pic de charge, nous embauchons jusqu'à 80 personnes* », indique Eric Limagne, directeur de production.

## Lilly garde la santé

Transports  
3%

**F**in 2013, l'entreprise pharmaceutique américaine Lilly annonce qu'elle investit plus de 90 millions d'euros dans son usine de Fegersheim. Le bâtiment va être agrandi pour pouvoir accueillir une nouvelle ligne de production à grande vitesse de cartouches d'insulines d'ici 2017. On est loin des difficultés que connaît le bassin d'emploi strasbourgeois.

Avec 1400 salariés en CDI et une centaine d'intérimaires, l'usine est le plus gros employeur industriel privé du secteur. « Pour les trois années de ce chantier, qui a démarré en décembre 2013, nous allons recourir à une centaine de salariés d'entreprises extérieures », explique Dominique Bosdevesy, chargée de communication chez Lilly. Plus de 200 millions d'unités médicamenteuses ont été produites en 2013 sur le site de Fegersheim. L'usine fabrique essentiellement des stylos injecteurs et des médicaments biogénétiques en cartouche pour soigner

le diabète. Lilly exporte 95% de sa production alsacienne. Son principal client est la Chine (22%), suivie des Etats-Unis (19%).

### Au cœur de la BioValley

Le géant pharmaceutique n'est pas en Alsace depuis 47 ans par hasard. Le Rhin supérieur est traditionnellement une terre d'accueil des industries chimiques et pharmaceutiques.

Le pôle universitaire de Strasbourg est un atout majeur pour Lilly qui a besoin de spécialistes pour la conception de nouveaux médicaments. « Chaque année, nous recrutons du personnel qualifié qui sort de l'université de Strasbourg, dans les domaines de la recherche, biologie, ingénierie, etc. », ajoute Dominique Bosdevesy.

Lilly adhère au pôle de compétitivité BioValley, une structure d'appui économique pour les industriels de la santé en Alsace. L'établissement est « au cœur de la zone tri-nationale que couvre la BioValley entre l'Alsace, la Suisse et

l'Allemagne, aux côtés des grandes usines comme Novartis, Sanofi-Aventis », rappelle Didier Frommweiler, directeur général de BioValley. L'entreprise de Fegersheim constitue « l'un des plus gros maillons de production pharmaceutique de la région. Les autres usines ont tendance à délocaliser vers l'Est ou en Inde », poursuit-il.

### Départs non remplacés

Pour Robin Mialon, délégué syndical CGT chez Lilly, la situation n'est pas si idyllique : « Investir 90 millions d'euros est une bonne nouvelle pour l'établissement, mais ne garantit rien pour nos emplois. » En 2012, les salariés s'étaient mobilisés pour dénoncer la détérioration de leurs conditions de travail et le gel de leur salaire.

Lilly a une politique de non-remplacement de chaque départ dit naturel. L'entreprise, qui comptait environ 2100 salariés dans les années 2000, pourrait descendre à 1000 dans les années à venir, selon la CGT.

Services  
62%

Source : Adeus, 2013

## edémarrage en cours

En mars, une grève en réaction à une demande de la direction de négocier le temps de travail et le gel des salaires a interrompu la production. Jean-Luc Bikard, actuel directeur général de Clestra, pointait alors sur France 3 Alsace le risque pour l'usine de ne pas pouvoir honorer ses contrats : « Les actionnaires ont investi sur des hommes. Et aujourd'hui, ces hommes ne sont pas à leur poste de travail. »

### Zone de turbulences

Pour Pascal Gaden, de l'Agence de développement économique du Bas-Rhin, ces craintes sont justifiées : « Clestra, c'est un avion qui sort d'une zone de turbulences. Il ne faut pas de trou d'air. Et une grève, c'est un trou d'air. » L'activité reprend doucement, avec un carnet de commandes rempli pour 2014. L'avenir reste incertain. L'entreprise compte sur d'importants contrats au Moyen-Orient, qui n'ont pas encore été confirmés.



© Antoine Larochette/Cuej

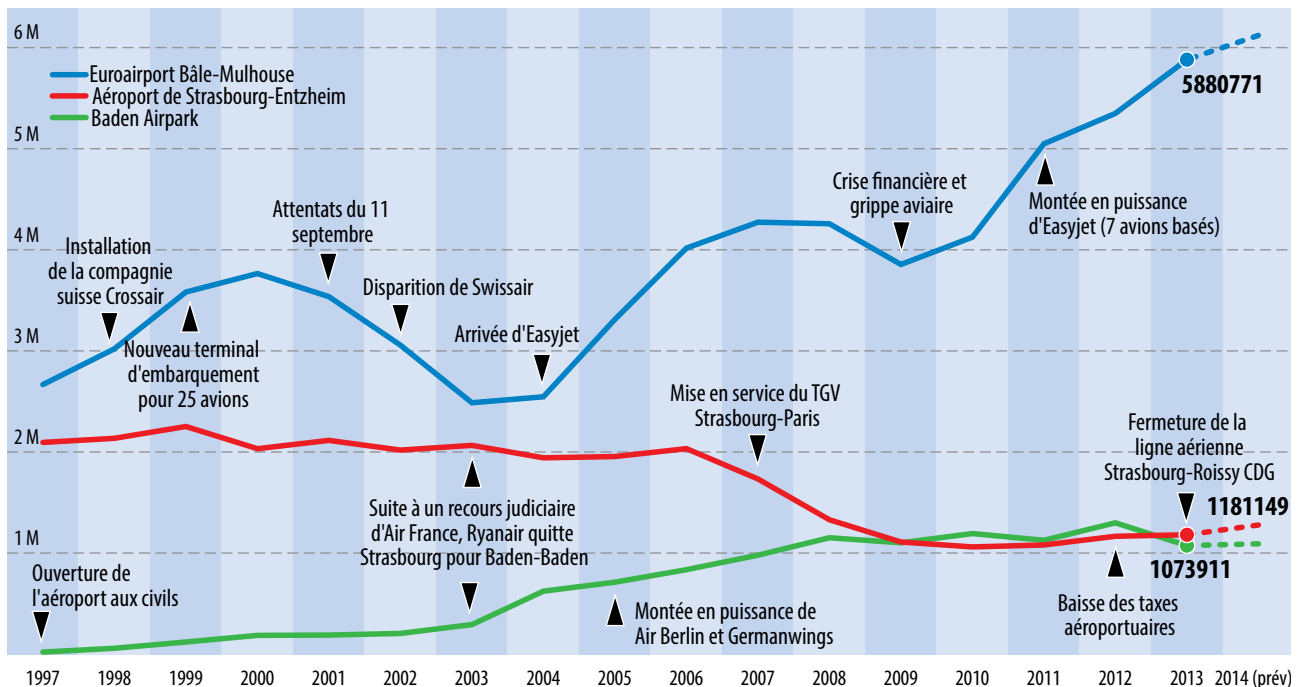
Le site de Clestra à Illkirch fournit des entreprises en cloisons amovibles depuis 1913.

# Moins de taxes, plus de vols

Après quatre ans de difficultés, l'aéroport de Strasbourg-Entzheim voit sa fréquentation remonter depuis 2011. L'arrivée de nouvelles compagnies low cost lui a permis d'être de nouveau compétitif.

## Entzheim sort du brouillard

Evolution de la fréquentation des trois principaux aéroports du Rhin supérieur



L'aéroport de Strasbourg-Entzheim revient dans la course. En 2013, la Chambre de commerce et d'industrie et les collectivités s'étaient engagées à subventionner la plateforme pour compenser la baisse des taxes aéroportuaires. Celles-ci ont été ramenées de 12 à 7 euros par passager pendant une phase expérimentale en 2012-2013. Le 14 février 2014, les partenaires ont pérennisé et poursuivi l'idée, en les fixant à 5 euros jusqu'en mars 2016.

Au total, 9,8 millions d'euros ont été débloqués pour financer le dispositif qui a permis d'attirer de nouvelles lignes low-cost et charters. Easy Jet, Sun Express et Transavia ont rejoint les 13 autres compagnies, en proposant des vols vers Londres, Izmir et Marrakech. L'effet de cette baisse, comme de celle de la redevance passager, devrait se

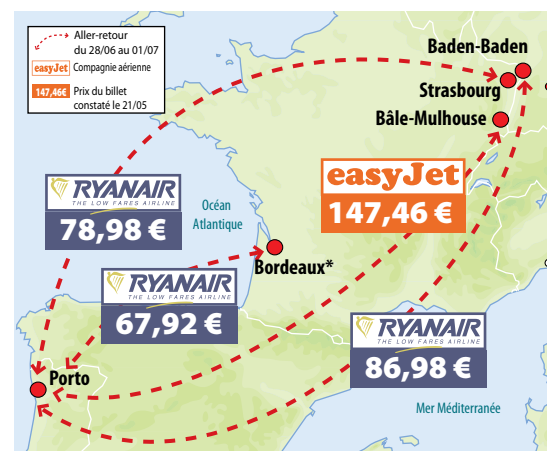
faire ressentir sur le prix du billet. Le président du directoire de l'aéroport, Thomas Dubus, s'attend à une hausse de 10% de la fréquentation d'ici la fin de l'année. Une perspective qui pourrait faire oublier les pertes subies après l'ouverture de la ligne TGV en 2007. Entzheim doit néanmoins faire face à la concurrence accrue des aéroports voisins de Baden-Baden et de Bâle-Mulhouse. L'aéroport allemand et la plateforme trinationale peuvent proposer des taxes beaucoup plus avantageuses, notamment pour les compagnies à bas prix.

D'après les prévisions pour 2014, le pari des collectivités et de la CCI semble fonctionner. Et Strasbourg est devenu l'aéroport aux plus faibles taxes de France.

Rémi Carlier  
Marie Foult

## Tarifs attractifs à Entzheim

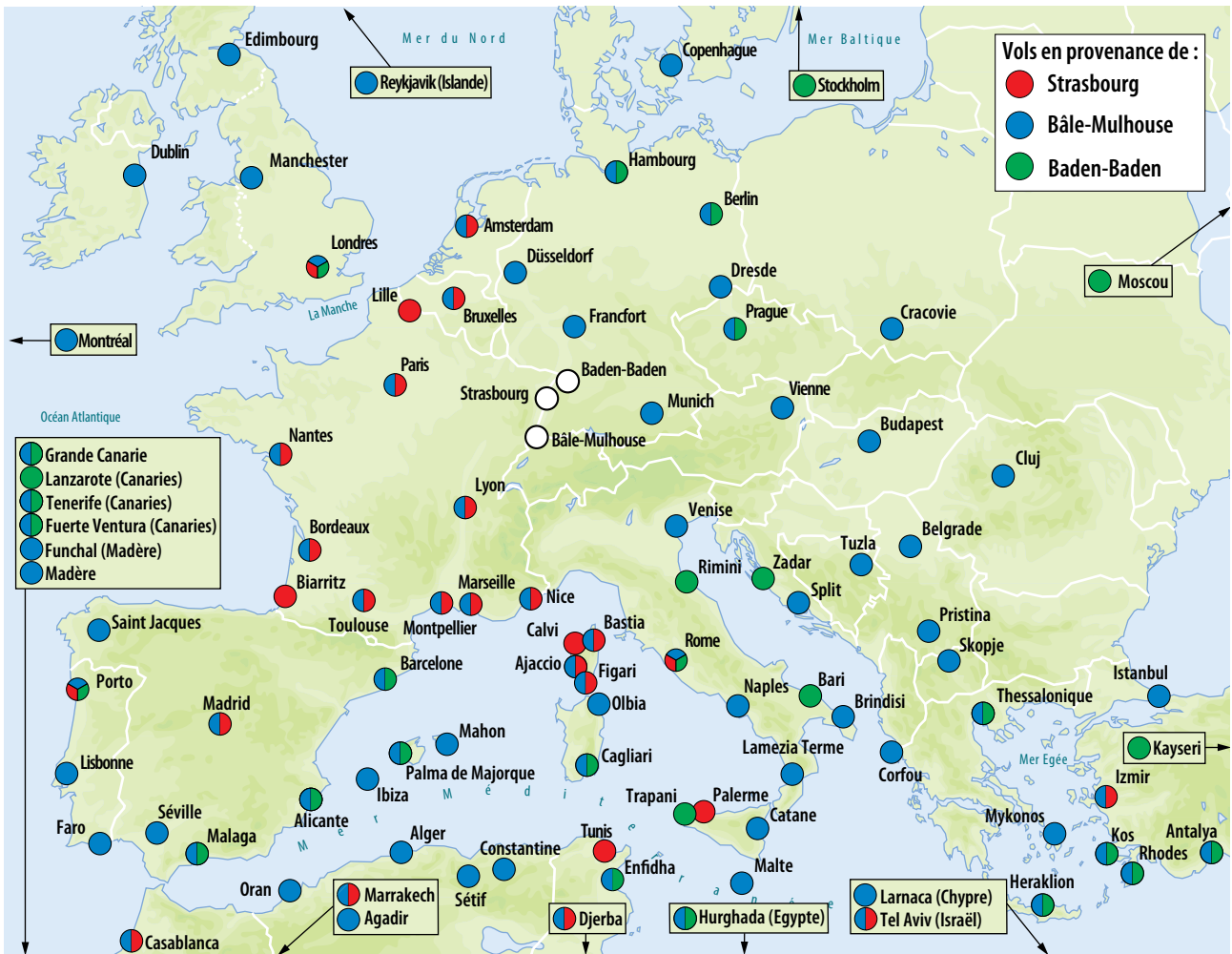
### Comparatif de vols vers Porto



■ L'aéroport de Bordeaux a une desserte low cost équivalente à celle de Strasbourg.

Sources: ryanair.com, eaysjet.com

## 96 destinations depuis Strasbourg, Bâle et Baden-Baden



## Taxes, frais... Ce qui compose le prix d'un billet d'avion

- 1 Redevance passager (QX) :**  
Payée par le passager et perçue par l'aéroport, elle sert à en financer le fonctionnement et l'entretien.  
A Strasbourg, elle est de 7,79 €
- 2 Surcharge carburant (YQ) :**  
Perçue par la compagnie aérienne, elle sert à compenser les hausses du prix du kérosène et à financer les obligations de sécurité depuis le 11 septembre 2001.
- 3 Taxe sécurité et environnement (XT) :**  
Prélevée par l'Etat et reversée aux gestionnaires des aéroports afin de financer les mesures de sûreté et sécurité.
- 4 Prix total du billet d'avion, taxes comprises.**



Au départ du sol français, le prix d'un billet inclut aussi la taxe sur l'aviation civile prélevée par l'Etat. Elle finance le fonctionnement de la direction de l'aviation civile. Elle est de 4,36 € pour les vols en France et dans l'UE et de 7,85 € pour les vols hors UE.

Dans le prix total du billet, sont aussi compris la taxe de solidarité dite « taxe Chirac » et, selon les compagnies, les frais de dossier, de paiement sur internet ou de supplément bagages.

© infographies Cuej / Sources DREAL, aéroports de Strasbourg, Baden-Baden, Bâle-Mulhouse

# Salut à toi, le Molodoï

*La salle de concert strasbourgeoise fête ses vingt ans. L'occasion pour les associations et les habitués de célébrer ce lieu atypique.*

Vendredi 2 mai, les punks de la région sont venus écouter Pigalle et pogoter sur Parabellum au Molodoï. Le public est chauffé à blanc. La salle est pleine à craquer de punks de la première heure, d'antifascistes et d'adolescents. Il est difficile d'accéder au bar ou de sortir prendre l'air. Sur scène, les musiciens de Parabellum ont tenu à remercier le Molodoï pour son investissement politique et musical. Fondé sur les marches de l'ANPE du X<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le groupe est venu fêter ses vingt ans d'existence en même temps que ceux de la salle strasbourgeoise.

Pour cet anniversaire, la façade extérieure a été repeinte du logo de l'association : un « molodoï », « jeune homme » en russe, armé d'un lance-pierre qui vous vise droit dans les yeux. Un personnage ancré dans la culture punk, chanté par les Béruriers Noirs. Le Molodoï affiche son état d'esprit frondeur sans complexe. La programmation musicale des célébrations est à l'image de la salle : les Adam and the Madam de Strasbourg, puis Brain Damage le lendemain. « On a voulu faire venir des groupes qui ont compté pour nous, comme des groupes locaux », explique Fred, comptable de l'association.

## Plus qu'une salle de concert

Mais la salle de concert est aussi un lieu de vie, de rencontres et de militantisme. À la fin des années 1980, Molodoï est le nom d'un journal créé par des étudiants qui fait la part belle aux cultures urbaines et à la scène rock alternative. En 1991, Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, honore sa promesse de campagne : l'ex-laiterie du 19 rue du Ban-de-la-Roche est confiée au Molodoï dans le cadre d'un bail emphytéotique d'une durée de 18 ans, renouvelé depuis. Après trois ans de travaux réalisés par les bénévoles de l'association, le Molodoï ouvre ses portes en 1994.



■ Vente de légumes bio, réunions anti-fascistes, concerts... se succèdent au « Molo ».

« La première soirée ici, c'était dix punks venus se faire plaisir », raconte Fred. Soudée par l'amour de la musique et un engagement politique marqué à la gauche de la gauche, l'association assume son investissement social et solidaire. « Au Molo, il n'y a que des bénévoles », confie Valdès, 30 ans, décorateur pour les soirées anniversaires. Là réside peut-être le secret de la longévité. « Ici, on vient quand on peut. On file un coup de main, on prépare les bières. »

## Un lieu associatif et bénévole

Autour du Molodoï se sont greffées une cinquantaine d'associations qui se relayent pour faire vivre les lieux. Le mardi, une association pour le maintien d'une agriculture paysanne du quartier Gare occupe la salle et distribue des paniers de légumes biologiques. Le mercredi, une assemblée générale décide de la programmation musicale. Une fois par mois, les « antifas » de Strasbourg se réunissent dans l'ancienne laiterie.

La semaine du 17 mai, la salle a ouvert ses portes aux sans-papiers pendant trois nuits. Tandis que derrière lui quatre bénévoles passent la serpillière, Alain, gestionnaire des lieux présent depuis le début de l'aventure,

témoigne : « On est une alternative. Dans les années 2000, on a été un lieu de convergence pendant les manifestations anti-Le Pen ou altermondialistes. »

Fin mai, la salle accueille la première Molodaïa party, une fête organisée par des femmes et pour les femmes. Au-dessus du bar trône une bannière : livres, autonomes, rebelles, insoumises, antifascistes. Au programme : concerts, débats et expo photo. Le militantisme n'est jamais loin. Même si Alain déplore que « les jeunes d'aujourd'hui viennent plus pour la bière pas chère et le prix d'entrée toujours très bas, que pour les événements associatifs ».

Avec près de 200 événements organisés en 2012, le Molodoï fait partie des salles de concerts les plus importantes de la région avec la Laiterie, le Zénith et le Mudd. « La magie de cet endroit, c'est que tu peux venir ici sans savoir ce que tu vas voir. Le lundi, il peut y avoir une soirée salsa, le mardi, une soirée jazz, le vendredi, une nuit électro », raconte Jérémy, membre fondateur de l'association Pelpass, qui organise tous les ans l'événement « Paye ton Noël ». « Je suis arrivé ici j'avais 18 ans. Dix ans plus tard, j'y suis toujours ». Rendez-vous dans dix ans.

Jean Chamoulaud

**Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.**

11 rue du Maréchal Juin  
CS 10068  
67046 Strasbourg  
Tél : 03 68 85 83 00  
http://cuej.unistra.fr  
http://cuej.info

**DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :**  
Nicole Gauthier

**ENCADREMENT :**  
Pascal Bastien,  
Catherine Daudenhan,  
Olivier Mirguet,  
Daniel Muller,  
Stéphanie Peurière

**RÉDACTEUR EN CHEF :**  
Julien Pruvost

**ICONOGRAPHIE :**  
Sophie Guignon

**CHEF D'ÉDITION :**  
Luana Sarmini-Buonaccorsi

**RÉALISATION :**  
Maxime Battistella,  
Rémi Carlier,  
Jean Chamoulaud,  
Sébastien Duhamel,  
Marie Foul,  
Sophie Guignon,  
Jonathan Klur,  
Antoine Laroche,  
Pierre Lemerle,  
Milena Peillon,  
Cécile Pollart,  
Julien Pruvost,  
Arnaud Salvat,  
Luana Sarmini-Buonaccorsi,  
Amaury Tremblay,  
Alix Van Pée

**PHOTO DE UNE :**  
Luana Sarmini-Buonaccorsi

**MAQUETTE :**  
Daniel Muller,

**IMPRESSIION :**  
Valblor, Illkirch  
ISSN 2268-7602.